

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 09/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT SA

BP 207
38120 Saint-Égrève

Références : 2026-Is003TS3
Code AIOT : 0006103134

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 janvier 2026 dans l'établissement VICAT SA implanté 2420 route de Fourvoirie - 38380 Saint-Laurent-du-Pont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Elle a porté sur les suites données à l'inspection du 12/10/2023, sur les thématiques liées aux rejets atmosphériques, aqueux, aux consommations en eau et à la prévention des pollutions accidentelles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT SA
- 2420 route de Fourvoirie 38380 Saint-Laurent-du-Pont
- Code AIOT : 0006103134
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La production du site est entièrement destinée à la fabrication de ciment naturel prompt (CNP).
L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2007-00365 du 15/01/2007 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-IC-2017-10-13 du 20/10/2017.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Captation et épuration des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 2 – point 3.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, annexe 3 et Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/10/2017, article 1	Une demande d'action corrective et une observation	3 mois
5	Dysfonctionnement de l'épurateur	Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 5.5	Une demande d'action corrective et une observation	1 mois / 3 mois
7	Traitement et qualité des effluents	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 2 – points 4.4 et 4.5	Une demande d'action corrective et une observation	3 mois
8	Stockage des produits	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 2 – point 4.8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, Annexe 1	Sans suite – Donné acte pour mise à jour du tableau des rubriques
4	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2017, article 2	Une observation
6	Consommation et alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 2 – points 4.1 et 4.2	Une observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

5 non-conformités et 5 observations ont été émises lors de cette inspection concernant principalement les rejets atmosphériques, la gestion des eaux pluviales et la prévention des pollutions accidentelles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, Annexe 1					
Thème(s) : Situation administrative					
Prescription contrôlée :					
Tableau des rubriques :					
	Désignation des activités	Volume des activités	Rubriques de la nomenclature	Classement A ou D	Coef de redevance
-	Fabrication de ciment (8 fours droits)	Capacité de production 400 t/j (8 x 50 t/j)	2520	A	5
-	Broyage, concassage, criblage, ensachage, tamisage de produits minéraux artificiels	Puissance totale installée 780 kW	2515-1	A	1
-	Compression d'air	Puissance absorbée 82 kW (45 + 37)	2920-2b	D	
-	Dépôt de charbon	275 t	1520-2	D	
-	Dépôt de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie				
	<u>Usine de fabrication de ciment</u> <u>Aérien</u> : 2 cuves de 1,5 m ³ de GO + 1 cuve de 0,5 m ³ de FOD <u>Enterré</u> : 1 cuve double paroi de 20 m ³ de FOD (Dépôt assimilable à un dépôt aérien de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie)	Capacité équivalente (2x1,5+0,5+20) / 5 = 4,7m ³	1432-2°	NC	
	<u>Usine de broyage</u> <u>Aérien</u> : 1 cuve de 2 m ³ de FOD	Capacité équivalente 0,4 m ³	1432-2°	NC	
-	Distribution de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie	Débit équivalent <1m ³ /h	1434-1	NC	
-	Combustion (incinérateur)	Puissance thermique 2 MW	2910-A	NC	

Constats :

Lors de l'inspection, la revue des rubriques est effectuée :

- Rubriques 2520 et 3310 : L'exploitant indique qu'il n'y a pas de modification du process. Actuellement, le fonctionnement en simultanée est de 3 fours. L'exploitant précise qu'un four en marche est un four dans lequel fonctionne la ventilation (aspiration ou soufflage) ; néanmoins, à l'arrêt, il y a toujours de la combustion dans le four. → Soumis à autorisation, pas de modification du volume des activités.
- Rubrique 2515 : → Pas de changement
- Rubrique 2920 : Rubrique supprimée par décret n°2018-900 du 22 octobre 2018
- Rubrique 1432 : Rubrique supprimée par décret n°2014-285 du 3 mars 2014 et remplacée par la rubrique 4734 créée par le décret n°2914-285 du 3 mars 2014.
Les cuves aériennes ont été retirées et une nouvelle cuve aérienne avec rétention de 5 m³

de GNR a été mise en place pour le chargement des engins. → Le site reste non soumis.

- **Rubrique 2910** : Le site est équipé d'une installation de combustion, à savoir le brûleur RTO qui fonctionne au fioul. Cette installation n'était pas soumise au titre de la réglementation ICPE. → **Le site devient soumis à déclaration contrôlée par décret n°2018-704 du 3 août 2018. Les prescriptions générales de l'arrêté du 03/08/2018 applicables aux ICPE soumises à déclaration s'appliquent.**

Le facteur qui limite le fonctionnement des fours est le flux de gaz émis à traiter au niveau du RTO. Des améliorations sont en cours d'étude : Améliorer la ventilation des fours par aspiration ou soufflage et travailler sur l'optimisation du fonctionnement de l'épurateur.

Des réflexions sont également en cours pour un projet de remplacement du brûleur du RTO par un brûleur de plus faible puissance et le remplacement du charbon par des déchets bois dans les fours. L'inspection indique que l'impact de ces modifications devra être évalué et porté à la connaissance de madame la préfète.

Le tableau des rubriques régulièrement autorisées est le suivant :

N°	Nature des activités	Volume des activités	Classement
2520	Fabrication de ciments, chaux, plâtres	400 t/j (8 fours de 50 t/j)	A
3310.1.b	Production de ciment, chaux et oxyde de magnésium	400 t/j	A
2515.1.b	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance maximale étant supérieure à 200 kW.	780 kW	A
4801.2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	275 t	D
2910	Installation de combustion	2 MW (Brûleur RTO Fioul)	DC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosène ; gazoles ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules : .1 Pour les cavités souterraines et stockages enterrés .2 Pour les autres stockages	20 m ³ 5 m ³	NC NC

Type de suites proposées : Sans suite – Donné acte pour la mise à jour du tableau des rubriques.

N° 2 : Captation et épuration des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 2 – point 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces installations doivent dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Les

émissions de poussières sont selon le cas :

- captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage,
- combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions ou par tout autre procédé d'efficacité équivalente.

Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Constats :

Rappel constat 2023 :

Le temps d'indisponibilité de l'installation de traitement de fumées doit être pris en compte lors des arrêts de longue durée (plusieurs jours) pendant lequel un chargement et un défournement des fours sont nécessaires.

L'inspection des installations classées rappelle que si une alimentation en pierre et un soutirage de grumes sont effectués, il y a une production et dans ce cas les heures d'indisponibilité du système de traitement des fumées sont à comptabiliser.

Constat 2025 :

L'exploitant rappelle les éléments techniques suivants :

- un four est considéré en fonctionnement lorsqu'un des ventilateurs est en marche (tirage et/ou soufflage). Les fours sont arrêtés le week-end, ils fonctionnent en 3 x 8 du lundi matin au vendredi soir. Le week-end, les fours sont maintenus en température avec un tirage naturel et un traitement des fumées par le dispositif d'épuration ;
- l'oxydateur thermique régénératif (RTO) fonctionne en continu y compris le week-end en dehors des périodes d'arrêts (panne, arrêt technique...). Il est arrêté annuellement pour maintenance pendant environ 15 jours ;
- lors de l'arrêt de l'épurateur (panne, arrêt technique...), les ventilateurs de tirage s'arrêtent automatiquement (asservissement) et les fours sont mis en « cocotte ». Dans cette configuration, les fours sont maintenus en température uniquement par tirage naturel. L'évacuation des fumées résiduelles est directe (sans traitement des polluants). L'exploitant considère, dans ce cas, les installations sont à l'arrêt et qu'il n'y a pas d'indisponibilité du système de traitement des fumées ;
- pendant l'arrêt annuel du RTO, les fours ne sont pas vidés à l'exception des fours dans lesquels des travaux de réfractaires sont planifiés. Au maximum, 2 fours sont vidés par arrêt. Les autres fours sont défournés tous les 4 jours (2h par four). Les bilans mensuels indiquent 10h d'indisponibilité sur l'épuration pour les défournements lors de l'arrêt annuel oct. / nov. 2025.

→ Pour l'inspection, les fours maintenus en « cocotte » ne peuvent pas être considérés à l'arrêt dans la mesure où la combustion persiste.

En ce qui concerne les indisponibilités des dispositifs d'épuration, il peut s'agir :

- RTO indisponible pour arrêt de maintenance
- By-pass du filtre à manche (FAM) aval lié notamment à la température des gaz en sortie de RTO trop élevée
- By-pass avant FAM amont sur chaque four.

Lors de la visite, un seul four (le four 8) – en fin de cycle – fonctionne, la ventilation d'aspiration est en marche.

Non-conformité n°1 : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que l'ensemble des émissions provenant des fours est dirigé vers les dispositifs d'épuration contrairement aux dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15/01/2007.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- lister les différentes configurations pendant lesquelles les effluents ne sont pas traités (indisponibilité RTO et / ou FAM, by pass, shunt, etc.) ;
- proposer des modifications des modalités d'exploitation des fours pendant les périodes d'arrêts des dispositifs d'épuration (p. ex. arrêt de la combustion, système de filtration redondant) avec un échéancier de mise en œuvre.

Si de telles propositions ne sont pas formulées, un arrêté de mise en demeure sera proposé à la signature de la préfète de l'Isère.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, annexe 3 et Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/10/2017, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites (VLE) figurant au tableau de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral 2007-00365 du 15 janvier 2007 sont modifiées comme suit :

- poussières : 20 mg/Nm³
- SO₂ : 1200 mg/Nm³
- HCl et autres composés inorganiques gazeux du chlore exprimée en HCl : 5 mg/Nm³

+ AP 2007 - Annexe 3 :

Installations Rejets	Valeurs limites sur gaz secs Débit maximal de 72 000 Nm ³ /h (gaz secs)		Périodicité des mesures (2)
	Paramètres	Valeur limite d'émission (moyenne journalière) (1)	
Fours à ciment (cheminée unique)	Poussières	30	continue ⁽³⁾ +S
	SO ₂	1200 ⁽⁴⁾	continue ⁽³⁾ +S
	NOX exprimée en NO ₂	200	A
	COV (exprimé en COT)	20	S
	HCl et autres composés inorganiques gazeux du chlore exprimée en HCl	10	A
	Métaux et composés de métaux		
	. Cd+Hg+Pb (gazeux et particulaires)	0,2	A
	. As+Se+Te+Co+Ni (particulaires)	1	A
	. Sb+Cr+Cu+Sn+Mn+Pb+V+Zn (particulaires)	5	A
	. H ₂ S	5	S
	. CO	-	S
	. CO ₂	-	S

1) L'exploitation des résultats des mesures en continu doit faire apparaître pour les heures d'exploitation :

- Que la valeur moyenne sur un mois ne dépasse pas les valeurs limites d'émission ;
- Que 95 p. 100 des valeurs moyennes sur une journée ne dépassent pas 110 p. 100 des valeurs limites d'émission.

Constats :

Autosurveillance :

L'exploitant transmet des bilans mensuels de l'autosurveillance. Le nombre de jours de dépassement est présenté :

	Nbre jours dépassement poussières – VLE > 110 %	Nbre jours dépassement SO ₂ – VLE > 110 %
2024	24	0
2025	27	0

L'examen des résultats de l'autosurveillance pour 2024 et 2025 :

- 2024 et 2025 : Aucun dépassement des VLE moyennes mensuelles pour poussières et SO₂
- Sur la période oct. et nov. 2025 : 14 journées de dépassements en poussières ; ces dépassements font suite au redémarrage de l'épurateur en octobre après l'arrêt technique. Les raisons invoquées par l'exploitant sont la présence de sonde de mesure des poussières défectueuse et des conditions de fonctionnement du RTO non maîtrisées entraînant des températures des fumées trop élevées. → By pass des filtres à manches pour protéger les filtres à manches. Ces conditions de bypass n'apparaissent pas dans les bilans mensuels.

La nature des indisponibilités est présentée uniquement dans les bilans mensuels sous les intitulés : épurateur à l'arrêt et surveillance des rejets ; sans indication sur la date de l'indisponibilité, les causes et les actions engagées.

Observation n°1 : L'exploitant doit compléter son bilan mensuel avec le nombre d'heures de fonctionnement journalier des fours et du système de traitement des fumées, les causes des indisponibilités des dispositifs de traitement et les actions engagées – Délai = 1 mois

Contrôles réglementaires externes (CE) et inopiné (CI) :

Les contrôles réglementaires externes sont effectués par DEKRA. Le contrôle inopiné réalisé en 2025 sur le rejet « four » a été effectué par ANECO.

Examen des résultats 2024 et 2025 :

- Rapport semestriel du 9/4/2024 : Résultats conformes
- Rapport semestriel du 26/9/2024 : Résultats conformes
- Rapport semestriel du 11/6/2025 : **Résultats non conformes en SO₂**
- Contrôle inopiné du 6/11/2025 : **Résultats non conformes en SO₂ et vitesse d'éjection gaz**
- Attente des résultats des mesures 2025 S2

L'exploitant justifie les non-conformités sur le SO₂ et la vitesse d'éjection par non représentativité de la mesure avec la VLE journalière. Lors de l'inspection, les concentrations 30 minutes sont relevées pour comparaison des valeurs. → **On note des écarts compris entre 2 et 50 % entre les valeurs de l'autosurveillance et celles des contrôles externes. Les analyseurs ne sont pas soumis aux procédures QAL /AST (Cf. tableau ci-dessous). Ce n'est pas satisfaisant.**

Comparaison des VLE entre autosurveillance et contrôles externes / inopinés :

Point de rejet Four	11/06/25		06/11/25	
	Autosurveillance (moyenne journalière)	CE DEKRA (prélèvement heure) 1	Autosurveillance (moyenne journalière)	CI ANECO (prélèvement heure) 1
SO ₂ (mg/Nm ³)	1085	1228	980	1308
Poussières (mg/Nm ³)	13,5	5,79	20	2,32

11/06/25	AS (VLE 30 min) (mg/Nm ³)		CE DEKRA (mg/Nm ³)		Ecart
SO ₂	10h - 10h30	442	9h45-10h49	1233	51 %
	10h30 - 11h	1187			
	11h - 11h30	1187	10h55-12h01	1195	11 %
	11h30 - 12h	956			
	12h - 12h30	967	12h05-13h11	1257	24 %
	12h30 - 13h	1062			

06/11/25	AS (VLE 30 min) (mg/Nm ³)		CI ANECO (mg/Nm ³)		Ecart
SO ₂	10h - 10h30	833	10h13-10h43	1355	34,00 %
	10h30 - 11h	1187			
	11h - 11h30	1073	10h46-11h16	1097	2,00 %
	11h30 - 12h	1048	11h23-11h53	1473	40,00 %

Non-conformité n°2 : Les rejets atmosphériques sur le point de rejet four ne respectent la VLE prescrite pour le paramètre SO₂ contrairement aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- proposer et mettre en œuvre des solutions pour un retour à la conformité avec un échéancier de mise en œuvre ;
- expliciter les écarts mesurés entre l'autosurveillance et les contrôles externes et mettre en œuvre les actions correctives adaptées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2017, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Un contrôle des émissions de poussières issues des filtres autres que les filtres du traitement des fumées sera réalisé par un organisme agréé. Ce contrôle sera maintenu semestriellement si les niveaux d'émissions sont supérieurs à 20 mg/Nm³.

Constats :

Rappel constat 2023 :

L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de mandater une mesure des poussières issues des broyeurs sans délai et que ce contrôle doit être réalisé au moins une fois par an.

Constat 2025 :

Le point de rejet « broyeurs » est le rejet canalisé commun aux deux broyeurs à marteaux et deux broyeurs à boulets.

Examen des deux derniers rapports de contrôle « Broyeurs » :

- Mesure du 9/4/2024 : Poussières : 23,43 mg/Nm³ → **Non conforme**. Les manches étaient en mauvais état et ont été changées à la suite de la mesure.
- Mesure du 11/6/2025 : Poussières : 1,69 mg/Nm³ → **Conforme**

C'est satisfaisant. Néanmoins, le rapport de contrôle ne précise par la nature et le nombre d'équipements en fonctionnement lors de cette mesure.

Observation n°2 : Le prochain rapport de contrôle devra préciser les conditions d'exploitation et les équipements en fonctionnement lors de la mesure, la VLE applicable ainsi que la localisation du point de rejet. – Délai = 6 mois

Dans le même délai, l'exploitant se positionnera sur la nécessité ou non de revoir la fréquence de remplacement préventif du filtre à manches associé au rejet des broyeurs.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Dysfonctionnement de l'épurateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les périodes ininterrompues de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées aux articles précédents doivent être d'une durée continue inférieure à **quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année doit être inférieure à deux cents heures.**

En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/m³. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Constats :

Rappel constat 2023 :

[...] *L'inspection invite toutefois l'exploitant à s'informer que la mise à disposition d'une sonde de remplacement pour les périodes de panne qui sont relativement fréquentes.*

Courrier de réponse de l'exploitant du 22/01/2024 :

Afin d'assurer la mesure en continu des poussières et à la suite de pannes fréquentes sur les sondes, l'exploitant a acheté une sonde de poussières de secours.

Lors de l'inspection de 2026, il a été relevé que la durée d'indisponibilité annuelle des dispositifs d'épuration était la suivante :

- En 2024 = 528 heures > 200h → **Non conforme**
- En 2025 = 600 heures > 200h → **Non conforme**

L'exploitant n'est néanmoins pas en mesure de justifier que les durées cumulées correspondent aux deux conditions définies à l'article 5.5 de l'arrêté ministériel (confusion entre indisponibilité des dispositifs d'épuration et le nombre de dépassement journaliers de 110 % de la VLE).

Non-conformité n°3 : Le respect de la durée cumulée de 200 h de périodes ininterrompues de pannes ou d'arrêts des dispositifs de période selon les dispositions de l'article 5.5 de l'arrêté ministériel du 03/05/1993 n'est pas assuré.

Concernant le respect de la concentration de 500 mg/m ³ , lors de l'inspection, une vérification par sondage des concentrations maximales journalières a été réalisée en octobre et novembre 2025 : Aucun dépassement de la concentration de 500 mg/m ³ n'a été observé.
Observation n°3 : L'exploitant doit compléter son bilan mensuel avec la concentration 30 minutes journalière maximale – Délai = 1 mois
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit revoir, si nécessaire, son calcul pour déterminer la durée cumulée de périodes ininterrompues de pannes ou d'arrêts des dispositifs de période (correction année 2025) – Délai = 1 mois En cas de dépassement de la durée cumulée de 200h, l'exploitant doit présenter un plan d'actions pour un retour à la conformité – Délai = 3 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois / 3 mois

N° 6 : Consommation et alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 2 – points 4.1 et 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement en eau
Prescription contrôlée : Article 4.1 - Consommation en eau L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les consommations d'eau sous réserve des résultats de l'ETE demandés à l'article 4 du présent arrêté. La réfrigération en circuit ouvert est interdite sous réserve des résultats de l'étude demandée à l'article 4 du présent arrêté. Article 4.2 - Alimentation en eau 4.2.1 - Prélèvements Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Les résultats sont enregistrés chaque semaine. Les ouvrages de prélèvements dans le cours d'eau ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux. + AM 02/02/1998 : Article 14 : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral. L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement. Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie. [...]
Article 15 : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre

éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Le site ne prélève plus d'eau dans le milieu naturel.</p> <p>L'eau potable consommée est utilisée pour les usages suivants : nettoyage des engins, abattage des poussières et usage sanitaire.</p> <p>En 2025, la consommation d'eau potable est de 1227 m³.</p> <p>L'exploitant réalise un relevé mensuel de ses consommations.</p> <p>L'exploitant n'a pas déclaré sa consommation sur sa déclaration GERE 2024.</p> <p>Observation n°4 : L'exploitant doit relever à fréquence hebdomadaire sa consommation d'eau potable et réaliser sa déclaration sur GERE pour l'année 2025. Il doit également transmettre sa consommation en eau potable pour les trois dernières années avec les types d'usages et les consommations associées – Délai = 2 mois</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Traitement et qualité des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 2 - point 4.4 et 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>4.4 - Traitement des effluents liquides</u></p> <p>[...]</p> <p>4.4.2 Eaux pluviales</p> <p>Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits</p> <p>4.4.3 Eaux industrielles résiduaires</p> <p>Les eaux industrielles résiduaires sont essentiellement constituées des eaux de refroidissement des broyeurs à ciment. Sous réserve des résultats de l'ETE demandée à l'article 4 du présent arrêté, celles-ci devront être recyclées.</p> <p><u>4.5 Qualité des effluents</u></p> <p>4.5.1 Les effluents ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet. Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.</p> <p>4.5.2 Les valeurs limites des rejets aqueux sont fixées à l'annexe 4 du présent arrêté.</p> <p>Constats :</p> <p>Le site ne rejette pas d'eaux industrielles résiduaires, le broyeur à ciment n'étant plus refroidi.</p> <p>Le site est équipé d'un point de rejet des eaux pluviales situé en aval du débourbeur / déshuileur.</p> <p>Ces eaux sont rejetées au milieu naturel.</p> <p>Examen des deux derniers rapports de mesures des eaux pluviales :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mesures du 15/01/24 → Résultats non conformes, dépassement DBO5 (4 mg/l pour une VLE à 3 mg/l) Mesures du 29/11/25 → Résultats conformes <p>Les mesures ont été réalisées par temps sec. Pour réaliser la mesure, l'exploitant ouvre l'alimentation en eau potable et arrose les voies de circulation.</p>

Observation n°5 : L'exploitant devra effectuer le prélèvement d'eaux pluviales en temps de pluie et conformément au « Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE » de Février 2022 – Délai = 12 mois

Concernant l'entretien du débourbeur / déshuileur, l'exploitant présente les deux derniers bons de curage du 02/06/2023 (0,2 t) et du 24/06/2024 (6 t). L'exploitant réalise cet entretien tous les 2 ans. Il n'a pas mis en place de contrôle périodique de son installation pour justifier cette fréquence d'entretien.

Lors de la visite terrain, l'inspection constate :

- le rejet d'eaux pluviales au niveau du point de rejet à la sortie du déshuileur / débourbeur : jour de neige → présence d'un débit au point de rejet
- la présence d'un second point de rejet dans le milieu naturel. Il s'agit des eaux pluviales provenant de l'ancien rejet du refroidissement broyeur, potentiellement des eaux pluviales de la route départementale passant en contre-haut → Il n'y a pas de mesures sur ce second point de rejet

Non-conformité n°4 : L'ensemble des eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles d'être polluées ne sont pas traitées avant rejet par des dispositifs adaptés contrairement aux dispositions de l'article 2 – point 4.4 et 4.5 de l'arrêté préfectoral du 15/01/2007.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit proposer et mettre en œuvre des solutions pour la mise en conformité des rejets d'eaux pluviales, avec un échéancier de mise en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Stockage des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 2 - point 4.8

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

4.8 – Prévention des pollutions accidentelles

4.8.1 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelles des eaux et des sols.

4.8.2 Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammable, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts
- dans tous les cas, 800 litres min ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800

<p>litres.</p> <p>[...] Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>[...] Le stockage des LI ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilé et pour les LI dans les conditions définies dans l'AM du 22/06/1998.</p> <p>Article 4.8.3 Manipulation et transfert</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la liste des produits chimiques stockés sur le site. Le listing ne comprend pas les quantités maximales stockées sur site.</p> <p>Les produits chimiques stockés en quantité les plus importantes sur site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la citerne enterrée de 20 m³ fioul (pour fonctionnement du RTO) • la cuve de fioul de 5 m³ avec rétention – les consignes sont affichées à proximité pour le dépotage – présence de produits absorbants • les adjuvants pour les broyeurs – stockés sous couvert – lors de la visite, il a été constaté le stockage des ibc sur rétention avec un volume de rétention adapté • les déchets liquides sont stockés sous couvert et sur rétention <p>L'aire de chargement de fioul (dépotage des 2 citernes et aire de chargement des engins) n'est pas reliée à une rétention adaptée.</p> <p>Non-conformité n°5 : L'aire de chargement de fioul n'est pas reliée à une rétention dimensionnée contrairement aux dispositions de l'article 2 – point 4.8.3 de l'arrêté préfectoral du 15/01/2007.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit proposer et mettre en œuvre des solutions pour la mise en conformité de l'aire de chargement et de déchargement de fioul, avec un échéancier de mise en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>